

Introduction

EN 1939, l'Allemagne apparaît comme la deuxième puissance économique mondiale. Elle dispose d'armements redoutables. La guerre qu'elle déclenche lui permet d'occuper ou de contrôler en trois ans la presque totalité de l'Europe continentale. Pour la vaincre, la Grande-Bretagne et l'Empire qu'elle dirige encore, les États-Unis, l'URSS, la France doivent conjuguer leurs efforts.

La guerre finie, l'Allemagne se trouve partagée entre l'Est et l'Ouest. La République fédérale répare rapidement ses blessures ; sa population parvient vite à être logée convenablement ; son niveau de vie s'élève ; la RFA fait de nouveau figure de grande puissance internationale dès le début des années 1960. Dans le même temps, la reconstruction tarde en Allemagne de l'Est. L'agriculture a de la peine à nourrir la population. Les choses finissent par s'améliorer. Au début des années 1980, la RDA apparaît comme une société où l'enseignement et les services de santé ont la priorité. L'économie est largement industrialisée. On vante ses performances dans certains domaines. La chute du mur de Berlin, en 1989, révèle cependant la médiocrité de la plupart des installations productives, leur retard technique, la faible productivité du travail, le niveau alarmant de pollution de beaucoup de milieux.

Vingt ans après la réunification de l'Allemagne, et malgré les sommes colossales englouties dans la modernisation de l'ex-RDA, l'écart entre les niveaux d'équipement des deux parties du pays n'est pas comblé ; d'immenses champs dominant d'un côté, une mosaïque de parcelles petites ou moyennes de l'autre ; les mentalités diffèrent encore ; beaucoup, à l'Est, gardent la nostalgie d'un régime où l'égalité des chances et la protection sociale étaient mieux assurées. Quarante-quatre ans de régimes politiques opposés ont suffi pour que les traits géographiques des deux zones divergent profondément. Cet exemple souligne admirablement le rôle géographique du politique – et ses implications dans les domaines de l'éducation, de la culture, de l'économie et de l'écologie.

Les faits politiques contribuent en effet à modeler les distributions géographiques et marquent fortement les lieux, les territoires et les paysages. Géographie politique, géopolitique et géostratégie explorent ces aspects de la réalité selon des perspectives différentes en même temps que complémentaires. La recherche en ces domaines a commencé avec la naissance de la géographie politique, à la fin du XIX^e siècle. Très active jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, elle a par la suite piétiné durant une génération. Elle occupe une place de choix dans les orientations prises par la discipline depuis la fin des années 1970.

L'homme est un animal social, dont la vie est tissée d'une multitude de relations. Celles-ci ne se développent pas sans inégalités, sans jeux d'influence, sans dominations. Le pouvoir est présent partout : il se loge dans l'institution familiale ; il

s'insinue dans les mécanismes du marché ; il tient une place importante, quoique discrète, dans la vie des associations ; il prend des formes plus visibles dans les aires tribales, les sociétés de caste ou les régimes féodaux ; il devient terriblement efficace dans les organisations bureaucratiques et s'exprime directement dans les systèmes politiques, où pouvoir coercitif et autorité se combinent.

Pour comprendre la dimension spatiale des faits politiques, il convient d'analyser les processus et les mécanismes que ceux-ci mettent en œuvre ou dont ils témoignent. S'intéresser à la politique, c'est suivre le jeu des ambitions, des tensions, c'est préciser les menaces que celles-ci font peser sur l'ordre et la stabilité sociale ; c'est s'attacher aux moyens mis en œuvre pour régler les conflits qui surgissent de la vie collective. Les intrigues, les alliances, les brigues, les revirements où s'expriment les paris et les stratégies des individus et des groupes révèlent souvent les turpitudes de la nature humaine, mais ces agitations ne sont pas toujours médiocres ou vaines. Elles témoignent des efforts déployés pour façonner la vie collective, la faire évoluer et la transformer. Les projets politiques (« le politique », comme certains disent, par opposition au « social » ou à « l'économique ») instituent un registre qui s'inscrit au-dessus de celui de « la politique », et dans le meilleur des cas, lui donne un sens en offrant à la collectivité des conditions de vie meilleures : l'action politique transcende alors les intérêts individuels et les égoïsmes de groupes. Elle offre un nouveau visage aux sociétés qu'elle conduit à se transcender.

La cohabitation, la confrontation aux mêmes problèmes, les relations prolongées, le partage des mêmes attitudes, des mêmes savoir-faire, des mêmes techniques, favorisent la prise de conscience par tous de ce qu'ils ont en commun : la réalité collective prend un sens parce qu'elle est vécue comme telle. À l'intérieur du groupe, les destins sont partagés. Cette unité volontairement assumée se manifeste à travers des symboles (des chants, des poèmes, un drapeau, des monuments). La dimension que prend ainsi la société lui permet de se penser comme un tout et favorise la poursuite d'objectifs communs.

1. La première partie de l'ouvrage rappelle les étapes suivies par la réflexion politique et par l'analyse de ses dimensions spatiales.

2. La seconde partie interprète les jeux du pouvoir et repère les configurations spatiales qui en résultent. Elle s'attache aux logiques à l'œuvre dans ce domaine et aux mécanismes par lesquels elles se manifestent. Selon les cas, ceux-ci donnent naissance à des distributions en réseaux et ou à des répartitions par plages (ou territoires). Les réalités politiques les combinent toujours, mais dans des proportions variables.

Lorsque la part faite aux réseaux est dominante, les formes prises par l'autorité, l'influence ou la domination apparaissent diffuses. Les géographes ont longtemps négligé ce type de situations. Ils s'attachaient surtout aux sociétés où le pouvoir s'exprime dans une structure territoriale (l'État), est circonscrit à un périmètre précis (le territoire) et émane d'un lieu unique (la capitale). Leur attitude a changé : on a aujourd'hui conscience des limites des missions qu'exercent les États : pour être efficaces, pour bénéficier d'une bonne gouvernance, les hommes politiques doivent s'appuyer sur les jeux d'influence, de domination et de contrôle qui prennent place dans la société civile.

L'ordre qu'institue le politique résulte soit d'équilibres de dissuasion (dans les sociétés primitives ou au niveau international), soit du monopole de la violence que détient le prince dans le cadre d'un État souverain (c'est la forme de vie politique à laquelle nous sommes habitués, mais elle n'a jamais été exclusive et se trouve remise en cause par une partie des évolutions contemporaines).

3. La troisième partie de l'ouvrage s'attache à la genèse et à l'évolution des architectures du pouvoir. Les sociétés en réseau ont tenu un rôle longtemps dominant. C'est par l'émergence d'une autorité reconnue par tout un groupe et sur tout un espace que la transition vers les formes territoriales du politique est assurée.

Dans les sociétés qui ont opté pour la forme étatique, le système politique s'autonomise et s'oppose à la société civile, mais il est intimement articulé sur elle. Il la contrôle, vit des impôts et des taxes qu'il prélève sur les citoyens, assure l'ordre et dirige l'action collective. Dans les sociétés démocratiques, il tire du peuple sa légitimité. La construction de l'État s'accélère à partir de la Renaissance. Les fondements de sa légitimité changent, au XVIII^e siècle, avec la promotion de l'idée nationale.

4. L'éventail des compétences et des responsabilités exercées par les gouvernements s'élargit dans le courant du XIX^e siècle (quatrième partie) : l'État ne se contente plus de veiller à la sécurité des citoyens et de leur assurer la justice. Il intervient dans la vie des affaires, prend en main la construction d'économies nationales, veille à l'aménagement du territoire, redistribue une partie des revenus, organise l'enseignement puis les services de santé. Le mouvement perdure jusqu'aux années 1970 : la sphère d'intervention du politique ne cesse de s'élargir.

La géographie politique classique s'inscrit dans ce cadre. Elle explore longuement la dimension territoriale de l'État, ses frontières, la hiérarchie des collectivités territoriales que l'on y trouve, le rôle de la capitale. Elle montre l'intérêt que revêt la centralisation des décisions, et ses limites – ce qui explique la place accordée aux problèmes du fédéralisme et aux mérites de la décentralisation.

Dans la vie internationale, ce sont les équilibres de dissuasion qui dominent. Le jeu des alliances permet aux États de se coaliser pour décourager les visées de voisins dangereux. Les conflits armés dénouent les crises que la dissuasion n'a pu éviter. Une conception concurrente de la vie internationale se développe dans le courant du XIX^e siècle : elle vise à contrôler les tensions en créant, au-dessus de la mosaïque des États, des institutions internationales chargées de maintenir la paix et de promouvoir le respect universel des droits de l'homme. La Société des Nations et l'ONU n'ont pas empêché la seconde guerre mondiale, puis l'affrontement des États-Unis et de l'URSS dans le cadre de la guerre froide, mais elles ont accéléré la décolonisation, généralisé le cadre de l'État-nation, gelé les frontières et prévenu les conflits liés à leur tracé. Elles ont également fait triompher une nouvelle rhétorique et de nouvelles pratiques dans le domaine des relations entre pays.

5. Les formes que prend l'organisation politique changent rapidement : depuis le milieu du XX^e siècle, les révolutions techniques ont permis de structurer des réseaux d'un type nouveau, moins hiérarchisés ; on le voit au rôle croissant des multinationales et des ONG. Les nouvelles conditions de circulation des hommes, des biens et des informations suscitent d'autres liens, d'autres fidélités. L'État ter-

ritorial classique (certains le qualifient d'État westphalien, pour rappeler qu'il ne s'est imposé qu'au xvii^e siècle, au moment des traités de Westphalie) est en crise. Il est concurrencé, à un niveau inférieur, par les villes et les régions, qui participent plus directement qu'autrefois à la vie internationale, et à un niveau supérieur, par les marchés communs, les zones de libre-échange et les institutions mondiales.

L'État est gêné par les dimensions mêmes qu'il a prises ; son efficacité diminue. Les idéologies occidentales qui le justifiaient sont soumises à de vives critiques (cinquième partie).

6. La sixième partie du livre aborde les problèmes de puissance, d'équilibre, de paix sous l'angle de la géopolitique. Structures et institutions sont mises en œuvre par des hommes. La participation de ceux-ci à la vie et à l'action politiques reflète, à tous les niveaux, leur manière de percevoir les forces en présence dans la collectivité où ils évoluent, les buts qu'ils se fixent et les moyens qu'ils peuvent mobiliser pour les atteindre : la géographie politique se complète par une réflexion sur les stratégies spatiales développées par les différents acteurs qu'elle implique.

La réflexion géopolitique s'autonomise à la fin du xix^e siècle. Les préoccupations démographiques et économiques y ont longtemps joué un rôle dominant. La situation change actuellement, comme le montrent le poids croissant de l'écologie et le souci sans cesse plus affirmé de faire respecter les droits de l'homme.

Depuis l'entre-deux-guerres, les géopolitiques de puissance s'opposent aux géopolitiques d'équilibre et de paix. La course aux armements pèse depuis longtemps sur les attitudes et les projets. Avec l'arrivée de la bombe atomique, elle devient le facteur dominant : durant quarante ans, la paix du monde repose sur les équilibres de la dissuasion nucléaire. La chute du mur de Berlin et l'effondrement de la puissance soviétique marquent, en 1989, la fin de cette période.

La montée des grandes entreprises, l'action des ONG, l'instantanéité de l'information et la mobilité accrue des populations (qu'il s'agisse de tourisme, de migrations du travail ou de réfugiés politiques) multiplient les acteurs de la scène politique nationale et internationale. La diplomatie des droits de l'homme n'a pas fait disparaître les conflits d'intérêt et la recherche de la puissance, mais elle les contraint souvent à se camoufler. Un regard critique est porté sur les acteurs politiques du passé.

L'ouvrage présente ainsi une vue structurée de tous les aspects de la vie sociale et de l'organisation de l'espace où les effets de pouvoir se font sentir¹.

1. Cet ouvrage s'inscrit dans le prolongement de *Espace et pouvoir*, Paris, PUF, 1978 et *Géopolitique et géostratégie*, Paris, Nathan, 1996, 2^e édition. Il en reprend certains passages ou chapitres. Ce texte a été relu par M^{me} Colette Jourdain-Annequin. Je la remercie de ses corrections et de ses suggestions.